

Immense déception suite à la réaction de l'UE vis-à-vis de la crise des réfugiés – Internationale des services publics et Fédération syndicale européenne des services publics

15 septembre 2015 : « Nous faisons part de notre profonde déception face à l'incapacité de l'Union européenne de trouver une solution humanitaire durable à la crise des réfugiés en Europe ».

C'est ce qu'ont déclaré l'Internationale des services publics (ISP), une fédération syndicale internationale forte de 20 millions de travailleurs des services publics à travers le monde, et son alliée européenne, la Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP), qui représente huit millions de travailleurs des services publics en Europe, à l'issue du Conseil « Justice et Affaires intérieures » extraordinaire tenu le 14 septembre 2015 à Bruxelles.

« Il est extrêmement décevant et inquiétant de voir les pays de l'UE se désengager des droits humains et de leur obligation humanitaire d'apporter une protection aux réfugiés, indique Rosa Pavanelli, la Secrétaire générale de l'Internationale des services publics. Depuis le début de la crise des réfugiés, nous demandons la suspension du règlement de Dublin pour permettre une entrée des réfugiés en toute sécurité et améliorer un peu la situation injuste et difficile que connaissent actuellement les pays frontaliers. Nous avons appelé à une répartition équitable des réfugiés dans les pays de l'UE, accompagnée de ressources publiques suffisantes et de personnel bien formé pour s'occuper des services dédiés aux réfugiés et aux demandeurs d'asile. À la place, ces discussions d'urgence ont donné lieu à une consolidation de la « forteresse Europe » et au renvoi de la responsabilité de l'Europe vers des pays tiers, avec la mise en place de camps de réfugiés en Afrique et ailleurs », déplore Rosa Pavanelli.

Depuis deux jours, les contrôles aux frontières ont été rétablis en Allemagne, en Slovaquie, en Autriche et en Hongrie. Les médias ont signalé que la police hongroise avait arrêté près de 10.000 personnes qui cherchaient à tout prix à passer la frontière hongroise depuis la Serbie. La Hongrie fait appel aux forces militaires et renforce ses frontières au moyen de clôtures surmontées de fil barbelé pour empêcher les personnes – des familles avec des enfants – de passer. « Ce que fait le gouvernement hongrois est criminel. C'est scandaleux et inacceptable pour l'Europe. Ces actions menacent les valeurs fondamentales de l'Europe et sont contraires à notre obligation au regard du droit international pour les réfugiés », souligne Rosa Pavanelli.

L'ISP et la FSESP ont envoyé une déclaration aux dirigeants de l'UE et des Balkans occidentaux pour lancer un appel en faveur de la solidarité, de la dignité et de la cohérence en Europe face à la crise des réfugiés (<http://www.world-psi.org/en/make-europe-safe-haven-refugees-now>).

« Les employés des services publics sont à l'avant-poste pour recevoir les demandeurs d'asile et les réfugiés, et pour dispenser des services sociaux, de santé et d'hébergement, précise Rosa Pavanelli. En travaillant avec les autorités locales et la société civile, nous continuons de faire preuve d'humanité et de solidarité à l'égard de nos semblables qui fuient le danger et la persécution », ajoute-t-elle.

« Le nombre de personnes en danger ou blessées augmente un peu plus chaque jour, déclare Jan Willem Goudriaan, le Secrétaire général de la FSESP. L'ISP et la FSESP attendent une action ferme du Conseil des ministres à la prochaine réunion prévue les 8-9 octobre. Nous exigeons que l'Europe soit un lieu sûr pour les réfugiés, maintenant ! »